

Programme politique 15

Travailler jusqu'à perpète !

L'a-candidat, et président en fin de course d'un premier mandat, a parlé le 9 novembre sur les ondes du petit écran (qui est de plus en plus gros d'ailleurs...) pour faire les gros yeux aux vieux, aux malades et aux faibles de constitution, sommés de se faire injecter une 3ème dose de vaccin anti-coronavirus, et dare-dare ! Il a surtout loué son mandat avec une crise sanitaire très bien gérée, (souvenez-vous des masques), avec une hausse substantielle du pouvoir d'achat des Français (des milliardaires en euros plus que doublés et des pauvres de tous âges en augmentation impressionnante) ; avec, de surcroît, une diatribe contre les chômeurs qui seront sévèrement punis si ils ne prennent les boulots qui les attendent en traversant la rue. Et de se lancer dans sa campagne électorale sans passer par le décompte du temps de parole des candidats déclarés ! Il en a profité pour exposer son futur programme, en d'autres le nucléaire pour l'énergie civile (ça se discute) et la réforme des retraites avec départ plus tardif pour les travailleurs : on est fixé...

Mais on s'est surtout fixé sur l'idiotie du projet !

La population de la France vieillit, certes. Désindustrialisée au profit de la mondialisation voulue par le grand capital et ses actionnaires, la France, en cours de changement de ses équipements, profite de l'avancée technologique pour l'adapter à ses nouvelles installations. La productivité du travail augmente donc considérablement (voir la macro-économie si chère à l'a-candidat). En modifiant, en réduisant la plus value du capital et en redéfinissant l'assiette fiscale, l'État se donne à lui même et au secteur privé qui demeure dans l'**évolution révolutionnaire** que ce programme politique appelle de ses vœux, les moyens d'augmenter les salaires et d'embaucher dans les services publics ou proches d'eux. Là, aussi, la productivité du travail s'améliorera par une rationalisation du temps de travail obtenue par la baisse du chômage endémique du capitalat. Il n'est pas question de pratiquer l'assistantat et permettre de faire du temps de travail une punition. Il faut, au contraire, en faire celui de l'épanouissement, avec des pauses et du confort pour favoriser le travail qui permettra d'arriver à l'âge de la retraite en bonne santé sans que celui soit reculé au-delà de 60 ans pour le plus grand nombre.

Actuellement, le chômage précède l'âge de la retraite dans bien des cas. Pourquoi ? Parce que l'employeur lambda (mais aussi celui du CAC 40) préfère recruter un jeune travailleur qui sera moins payé que l'ancien et laisser l'ancien en pré-retraite, à la charge des assurances sociales, donc de la République ... L'État est républicain mais ne doit pas permettre, comme c'est le cas aujourd'hui, que le bénéfice des actionnaires s'essuie les pieds sur ses institutions, surtout celles qui relèvent du droit des travailleurs salariés ou indépendants. L'histoire de la République est jalonnée des avancées obtenues, au prix de durs moments d'engagement, sur le temps de travail. Aujourd'hui, il est à 35 heures hebdomadaires, d'ailleurs mal définies statutairement, mais souvent dépassées dans les faits. Le dépassement est mal rémunéré et parfois pas du tout, ce qui est inique et ignoble : défendre la « valeur travail » dans ces conditions est immoral ! Il faut donc redéfinir le temps de travail rémunéré et son organisation sans laisser l'« ubérisation » se généraliser, afin de faire en sorte que le travail s'effectue dans de bonnes conditions de temps abaissé et de salaire décent et ne soit pas vécu comme une contrainte journalière. Il ne faut pas non plus que la conquête culturelle de l'allongement de l'espérance de vie soit passée aux seuls profits des employeurs : il s'agit d'un bien commun, obtenu par les progrès de chacun, et prétendre le contraire est faux et abjecte.

La semaine de travail doit s'organiser de façon à permettre à chaque travailleur de ne pas user sa vie inutilement et la durée de ce travail doit s'en tenir à l'âge de la retraite tel qu'il est défini à ce jour.

Capitalismus delendus est.